

**MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE**

***L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE FACE A SON  
DEVELOPPEMENT A L'ERE DE LA  
MONDIALISATION***

***CAPITAINE DE FREGATE TSANGA STANISLAS***

***CID/DIV A***

DECEMBRE 97

**SOMMAIRE**

## INTRODUCTION

### I. CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES

### II. LES POTENTIALITES ECONOMIQUES

### III. LA SITUATION POLITIQUE

### IV. EMERGENCE DE NOUVEAUX TYPES DE CONFLITS

### V. INTEGRATION SOUS-REGIONALE

## VI. EBAUCHE SUGGESTIVE

## CONCLUSION

## INTRODUCTION

Pendant la guerre froide, nous vivions dans un monde bipolaire dominé par les rivalités entre les deux grandes puissances de l'époque à savoir l'Union Soviétique et les Etats -Unis d'Amérique.

L'Afrique qui a connu jadis l'esclavage, le commerce triangulaire, la colonisation et la décolonisation est, depuis l'effondrement de l'U.R.S.S. et la chute du mur de Berlin ,entrée dans une phase de démocratisation des états.

Aujourd'hui le nouvel ordre mondial se trouve bouleversé. Nous sommes ainsi passés d'un monde bipolaire à un monde multipolaire avec des regroupements régionaux renforcé par le phénomène de la mondialisation apparue vers les années 70 après le " Boom Pétrolier " à travers une vague de privatisations et de déréglementation.

On a ainsi observé des regroupements sur tous les continents tels que:

- U.E. pour l'Europe;
- MERCOSUR pour l'Amérique Latine;
- ASEAN pour l'Asie du sud-est;
- ALENA POUR l'Amérique Centrale;
- APEC pour l'Asie du Pacifique, etc...

.En Afrique, en dehors de l'O.U.A. qui est un organisme politique ,des regroupements sous-régionaux continuent de se constituer.

L'Afrique subsaharienne caractérisée par d'innombrables contrastes d'ordre politique, économique, culturel et social pourra-t-elle profiter de cette nouvelle configuration mondiale et constituer un autre pole capable de rivaliser avec ceux cités plus haut?

## I. CARACTERISTIQUES HISTORIQUES ET GEOGRAPHIQUES

Le continent Africain est celui qui a le plus grand nombre d'états, mais reste le moins peuplé. La présente analyse prend en compte exclusivement le découpage géographique classique, à savoir:

-Afrique Occidentale,

-Afrique Centrale;

-Afrique Orientale;

-Afrique Australe

Cette répartition répond approximativement à un regroupement des peuples ayant les mêmes coutumes ,des mentalités culturelles identiques et des atouts économiques semblables.

L'Afrique Occidentale avec 8 millions de km<sup>2</sup> et 200 millions d'habitants est considéré comme un sous ensemble relativement cohérent présentant une grande diversité ethnoculturelle et linguistique. Les états offrent toutefois plus d'un trait commun.

Cette partie du continent a été dominée par des entreprises coloniales britanniques et surtout françaises .

La plupart des pays ont accès sur la mer ; une bonne partie de la région est du type sahélien.

Cette région longtemps animiste s'est islamisée au fil des ans avec l'hégémonie des peuls et des Toukoulour venus du nord. Les Européens arrivés par la mer ne pourront pas étendre le christianisme en profondeur ,car bloqués par la zone forestière.

La grande diversité ethnoculturelle assez bien répartie a favorisé un équilibre dans les états en dehors de quelques exceptions comme le Sénégal où les Wolof constituent 40% de la population.

L'Afrique Centrale couvre une superficie de 5,5 millions de km<sup>2</sup> pour une population de 65 millions d'habitants. Elle est constituée par des états appartenant au domaine équatorial. Tardivement reconnue par les Européens, c'est-à-dire au 16<sup>ème</sup> siècle, cette région a connu une domination coloniale belge, allemande, portugaise et surtout française.

C'est une zone de forêts qui a freiné la progression européenne et peuplée majoritairement de Bantous fortement christianisés; les zones du nord peuplées de peuls et de soudanais sont islamisées.

L'Afrique Orientale comprend 88 millions d'habitants répartis sur 1,82 million de km<sup>2</sup>.

Cette partie de l'Afrique a connu la dominance coloniale britannique.

C'est une zone à peuplement bantou dominée par une civilisation Swahili, synthèse d'influence bantoue et arabe. Elle est islamisée au nord et entièrement christianisée dans le sud.

L'Afrique Australe associée aux pays de l'océan indien couvre une superficie abritant plus 100 millions d'âmes.

Cette région de l'Afrique longtemps isolée du reste du continent noir à cause d'un régime d'apartheid a été peuplée par des migrations venant du nord bantou pour la partie continentale et indienne pour la partie insulaire.

Elle a accédé tardivement à l'indépendance pour la plupart des pays demeurés sous colonies portugaise, allemande, et surtout anglaise.

Elle est christianisée à 70 % contre une minorité de musulmans et d'animistes.

## II .LES POTENTIALITES ECONOMIQUES

Le sol africain regorge d'importantes ressources naturelles qui ont toujours fait d'elle le réservoir de matières premières pour les pays industriels. Pourtant sa situation économique n'est pas des plus confortables.

Sur le plan alimentaire, l'Afrique subsaharienne n'arrive pas à couvrir ses besoins. La famine sévit dans bon nombre de pays à cause de la sécheresse et l'abandon de l'agriculture au profit de l'or noir(exemple: le Gabon et le Nigeria).

L'agriculture industrielle est concurrencée par les pays de l'Amérique Latine et de l'Asie hypothéquant ainsi l'avenir des pays essentiellement agricoles qui doivent en outre faire face aux fluctuations des prix fixés plutôt par les consommateurs. C'est le cas de la Côte-d'Ivoire, du Ghana ou du Cameroun producteurs du cacao, du café, de la banane, du caoutchouc., du bois, etc...

La production minière est le domaine le plus prospère du continent. On y trouve les grands producteurs de pétrole tels que le Nigeria ,l' Angola, le Gabon, le Congo, etc..

L'uranium, le diamant ,l'or, le fer, le cuivre et autres produits importants contribuent pour une forte part dans l'essor économique de plusieurs pays; par exemple l'ex Zaïre..

L'industrie manufacturière reste insuffisante et stagnante, car tributaires de l'occident; les pays sont obligés d'importer les produits manufacturés même de première nécessité. Seule l'Afrique du Sud ayant bénéficié d'un régime particulier et dans une moindre mesure le Nigeria et la Côte-d'Ivoire dispose d'une industrie viable pouvant concurrencer les pays occidentaux.

La production de l'énergie électrique reste encore faible ,elle est essentiellement thermique, mais aussi hydroélectrique pour les pays tels que le Cameroun ou l'ex Zaïre qui ont exploité les nombreuses chutes naturelles des cours d'eau traversant leur territoire.

" Là où la route passe, le développement suit "; dit-on souvent; l'Afrique au sud du Sahara a besoin des voies de communications. Le réseau ferroviaire sous-régional pouvant faciliter les échanges entre pays voisins est inexistant, les routes sont rares et parfois en mauvais état.

Le transport aérien et maritime reste le seul mode d'échanges développé. La compagnie aérienne Air Afrique créée depuis plusieurs décennies bat de l'aile. Elle est concurrencée par les charters et a été abandonnée dès les années 70 par certains pays ayant préféré, par simple prestige, créer leur propre compagnie nationale qui accuse aujourd'hui un déficit susceptible de les conduire à la dissolution que leur gouvernement se refuse, par honte ou par orgueil, à prononcer. Or, depuis la libéralisation des transports aériens, les compagnies européennes détiennent les 2/3 du marché de la zone sudsaharienne.

Certains pays riverains ont créé des compagnies de transport maritime qui se portent relativement bien grâce à la mer qui joue un rôle très important dans le commerce international.

Le développement ne saurait être indépendant des télécommunications. Ces dernières années, elles se sont sensiblement améliorées. Grâce au satellite, l'information est reçue en temps réel dans certains pays. La téléphonie rurale est en train de se développer. Une quarantaine de pays dispose aujourd'hui d'une liaison partielle ou complète au réseau Internet et ouvert au public. Néanmoins, les télécommunications sont encore une affaire de quelques privilégiés.

Aucun développement digne de ce nom ne peut être mené sans un système bancaire fort et bien structuré. Dans nos pays, l'accès à la banque n'est pas à la portée de tous. L'obtention du crédit relève d'une véritable gageure. La minorité qui y a accès se refuse ou n'est pas capable de rembourser ; ce qui a pour conséquence la fragilisation aiguë du système bancaire contraint à des vaines réformes permanentes.

Tous les pays de l'Afrique subsaharienne croupissent sous le poids de la dette dont les records sont détenus par le Nigeria, l'ex Zaïre, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun avec une capacité de remboursement aléatoire. Leur situation est devenue plus inconfortable avec la dévaluation du franc CFA (pour les pays de la zone Franc) intervenue en janvier 94 et la montée permanente du dollar.

Pour aider les pays à sortir de la crise économique qui y sévit depuis une décennie les institutions de Bretton Woods leur ont imposé la pilule miracle: le plan d'ajustement structurel, véritable tribunal économique international qui décide à qui, quand, comment et combien débloquer pour ceux qui remplissent les conditions préalablement fixées (libéralisation par la privatisation des sociétés d'état, démocratisation de la société, respect des droits de l'homme etc..).

Les "meilleurs élèves" peuvent bénéficier des allègements ou des rééchelonnements de la dette. Parmi les meilleurs élèves on peut citer le Burkina Faso et le Ghana.

Les aides diverses régulièrement accordées à nos pays sont malheureusement souvent détournées par les dirigeants aggravant ainsi la pauvreté des populations.

Avant la libéralisation de la filière cacao-café, les pays producteurs avaient une caisse dénommée "caisse de stabilisation" où étaient supposé être gardés les excédents de vente de ces produits de façon à maintenir les prix d'achat aux planteurs en cas de baisse du prix de vente sur le marché mondial. Or les prix du cacao et du café sont restés à un très bon niveau entre les années 70 et 90, mais, dès l'effondrement des prix il y a quatre ans ces caisses n'ont pu venir en aide aux planteurs ainsi sinistrés.

Les quelques repères ci-dessus développés ont pour conséquence immédiate le mauvais fonctionnement de la vie sociale. Le chômage et la pauvreté s'accroissent, le logement est insuffisant, la santé se détériore d'avantage avec le paludisme qui continue à tuer et le Sida qui se propage à la vitesse grand V. La mortalité infantile progresse, avec 817 décès sur 100.000 accouchements contre 17 en Europe.

La corruption l'un des plus grands maux du sous continent se pratique même au sommet des états. Les ¾ de l'aide à l'Afrique comme nous l'avons vu plus haut est détournée et le plus souvent avec la complicité des pays donateurs confirmant par là même l'adage selon lequel il n'y a pas de corrompu sans corrupteur.

### III . LA SITUATION POLITIQUE

En un peu plus de cent ans, l'Afrique au sud du Sahara a subi des chocs considérables: la rapide généralisation de la colonisation européenne, puis la décolonisation, non moins brève, puisqu'elle s'est réalisée pour l'essentiel en une décennie. Des royaumes ont été détruits, des frontières ont été tracées, des administrateurs, des militaires, des juges, des prêtres et des pasteurs ont importé des normes et des idées radicalement nouvelles. Des élites se sont formées, généralement par préférence au colonisateur et non à la suite d'un processus endogène, et ont pris en main les destinées des nouveaux états indépendants, alors même que sévissait la guerre froide.

Sous la protection des deux grands blocs, des régimes totalitaires se sont installés ouvrant ainsi un théâtre secondaire pour les super-puissances où coups d'état commandités se succèdent dès 1963 après avoir mis de côté le droit constitutionnel consacré à l'indépendance.

Ce dernier, réactivé par la suite, va plutôt renforcer et légitimer des pouvoirs monocratiques et unipartisans reposant essentiellement sur l'ethnisation du pouvoir, qui exploite des clivages préexistants, d'ordre géographiques, socio-économiques ou religieux. Sous des discours ronflants appelant à l'unité nationale, on assiste en réalité à la mise en oeuvre de stratégies d'exclusion et de haine, aboutissant à une appropriation et à une implosion de l'état.

Au moment de l'indépendance, dans certains pays existaient déjà des partis politiques d'opposition interdits par les puissances coloniales parce que n'épousant pas leurs idées. A la fin de la guerre froide lorsque la démocratisation a été revendiquée par les Africains, ce sont ces partis politiques légalisés qui ont tenté d'amener le changement auquel les peuples aspiraient. Malgré l'ouverture pluraliste, de nombreux obstacles vont se dresser sur la route de la démocratie africaine. Deux modes de pensée vont apparaître au départ, la pauvreté aidant le nombre de partis politiques va augmenter proportionnellement au nombre de tribus ou d'ethnies sans aucune idéologie véritable (certains pays comptent aujourd'hui plus de 100 partis politiques légalisés).

Depuis 1990 une trentaine de pays a certes connu des élections pluralistes qui ont mis à l'écart certains anciens partis uniques; mais ces élections manquent très souvent de transparence.

On ne peut parler de démocratie sans liberté. Mais la liberté en Afrique est confondue avec le libertinage qui met en péril l'autorité de l'Etat. La liberté doit s'exercer dans un cadre parfaitement légal que certaines oppositions ignorent ou refusent de reconnaître. Ceci conduit parfois à l'arrestation de leurs leaders après interdiction par le pouvoir de leurs manifestations politiques plus ou moins justifiées.

La situation ci-dessus décrite amène un certain nombre d'observateurs internationaux à qualifier la démocratie africaine de " démocratie emballée ".

#### IV. EMERGENCE DE NOUVEAUX TYPES DE CONFLITS

Les guerres africaines font partie de ce que les géopoliticiens appellent les nouveaux types de conflits.

L'histoire a fait de l'Afrique une poudrière aux mille conflits potentiels. Pourtant, elle n'a pas connu d'embrasement général comparable à ceux qui ont ravagé l'Europe à l'occasion des deux guerres mondiales.

On pouvait s'attendre à de nombreuses remises en cause violentes des fameuses frontières artificielles de la colonisation en effet matière à de multiples conflits. Mais l'Organisation de l'unité africaine avait proclamé le principe de leur intangibilité. Dans la majorité des cas, les conflits inter-états se sont limités à des questions de rectification des tracés, et ont fini généralement devant la cour internationale de justice de la Haye, y compris les cas les plus graves, ayant entraîné des engagements armés. C'est le cas de l'affaire de la bande d'Aouzou entre la Libye et le Tchad ou celle de Bakassi entre le Cameroun et le Nigeria qui reste pendant et dont l'arrêt ne devrait pas tarder.

L'Afrique n'est pas exempte de conflits aux fondements économiques. C'est ainsi que le conflit foncier est, si l'on peut dire, une de ses spécialités. La terre demeure encore le premier facteur de production et son usage, le gage de la survie et la possession individuelle ou collective de la terre est un symbole traditionnel de richesse. Ce phénomène, fréquent dans la plupart des états est une source de conflit causant de nombreuses victimes, difficile à résoudre.

La question de l'identité est aussi primordiale, surtout qu'elle est devenue inséparable de celle du territoire. La tendance à la création de micro-états continue et s'est accélérée ces dernières années. On peut citer la révolte des indépendantistes Casamançais au Sénégal; celle des Touaregs au Niger et au Mali; des Cabindais en Angola; des Anjouanais aux Comores et des Anglophones du Cameroun.

Le type de conflits le plus répandu demeure la lutte pour le contrôle du pouvoir. Après le discours de la Baule, le pluralisme démocratique qui s'est installé dans le sous continent est dominé comme nous l'avons vu plus haut, par la création d'un grand nombre de partis politiques basés sur des regroupements ethniques sans idéologie; l'objectif véritable étant de participer au partage du gâteau national.

En cas d'élection, le résultat est parfois prévisible à l'avance dès lors qu'on connaît la répartition ethnique. Les contestations post électorales sont souvent source de violents affrontements débouchant parfois sur une guerre civile. En Angola M. Savimbi n'ayant pas accepté les 35 % des suffrages lors de l'élection présidentielle a relancé la guerre civile qui sévissait déjà dans le pays. Au Congo tout récemment, alors que M. Lissouba s'apprêtait à mettre son mandat en jeu, M. Sassou Nguesso, ethniquement minoritaire et par conséquent défavorisé par le scrutin a anticipé celui-ci en faisant parler les armes.

L'équilibre des forces est très important pour les pouvoirs sinon le pays vit dans un état d'équilibre instable. Au Burundi où le pouvoir politique, militaire et économique est concentré entre les mains de l'ethnie minoritaire, l'élection pluraliste a plebiscité la majorité

démunie; la minorité au pouvoir redoutant la revanche était contrainte de lancer les hostilités afin de conserver le pouvoir ; la suite de l'histoire est connue. En Centrafrique, le Président Patassé ayant constaté que l'ethnie de son prédécesseur était majoritaire dans l'armée, a tenté une opération d'équilibre qui a conduit à la récente mutinerie qui a secoué Bangui à maintes reprises.

Les conflits à caractère religieux ne sont pas en reste, on les rencontre surtout au Nigeria et au Soudan.

L'Afrique Subsaharienne affiche le taux de croissance démographique le plus élevé du monde; plus de 3 %. En l'an 2020, sa population devrait doubler. Une telle progression de la population conduit inéluctablement à la rareté de l'espace facteur de conflits armés. Au RWANDA, où 90 % de la population sont des agriculteurs, la terre est devenue insuffisante; certains observateurs n'ont pas hésité à lier les massacres Tutsi- Hutu à ce qu'ils ont appelé " la faim de la terre ".

La gravité des conflits africains se mesure à l'importance des déplacements de populations qu'ils entraînent et le nombre élevé d'enfants enrôlés de gré ou de force dans les milices armées des belligérants. On estime à plus de six millions le nombre de réfugiés, fin 1994, en Afrique au sud du Sahara, chiffre auquel il faut ajouter les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays estimé à deux millions. Les pertes en vies humaines sont inestimables faute de bilan crédible.

## V. INTEGRATION SOUS-REGIONALE

Les pays de l'Afrique subsaharienne sont tous membres de l'Organisation de l'Unité Africaine(O.U.A.) qui est un organisme essentiellement politique comprenant néanmoins un organe de règlement des conflits.

Ils appartiennent également à l'un ou l'autre ou à la fois aux deux organismes linguistiques que sont la FRANCOPHONIE et le COMMONWEALTH. Ces deux grands regroupements intercontinentaux jadis culturels parlent aujourd'hui le langage de l'économie. C'est ainsi que la France, lors du dernier sommet de la francophonie à Hanoï au début du mois dernier, a centré son discours sur la politique économique qui devrait sauver la langue française en perte de vitesse et sérieusement menacée par le phénomène de la mondialisation.

Conscients du risque de balkanisation facteur de vulnérabilité, les gouvernants ont choisi l'unité en acceptant les regroupements régionaux qui tardent à atteindre leur vitesse de croisière.

Si l'intérêt d'une intégration ne fait plus de doute, ses contours géographiques et surtout son contenu restent à déterminer. Bien que l'Afrique du Sud et le Nigéria se disputent le leader

ship du sous continent, les regroupements se sont formés autour de pole économique indéniable.

L'Afrique de l'Ouest regroupée en Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest(CEDEAO) tourne autour du pole économique que constitue le Nigéria dont les atouts économiques ne sont pas négligeables malgré une situation intérieure explosive.

La CEDEAO détient près de la moitié du commerce extérieur de l'Afrique noire. Les études en vue de créer une monnaie sous régionale sont bien avancées en prévision de l'avènement prochain de l'EURO (la plupart des pays du groupe font partie de la zone Franc). Le Nigéria qui a déjà une monnaie propre voudrait imposer son NAÏRA; cette démarche ne manque pas de provoquer quelques divergences.

L'Afrique Centrale où le Cameroun et le Gabon font figure de proue est regroupée en Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEAC) et en Union Douanière et Economique des Etats de l'Afrique Centrale (UDEAC). Le groupe va à veau l'eau à cause des rivalités entre les dirigeants et la dispersion des énergies. Pourtant les potentialités sont immenses. L'appartenance de tous au seul franc CFA, à un seul groupe ethnique d'origine Bantou et au groupe linguistique francophone constitue un avantage non négligeable. Le problème d'une monnaie régionale après l'EURO n'est pas encore la préoccupation des dirigeants.

L'Afrique Orientale demeure la partie du sous continent la plus marginalisée. Depuis la mort de l'Est African Community (EAC) en 1977, aucun effort n'est entrepris pour le moment en vue de la constitution d'une force économique. Même si la Tanzanie semble de plus en plus orientée vers l'Afrique Australe, des divergences politiques et nationalistes entre les états renforcent leur affaiblissement.

L'Afrique Australe quant à elle est bâtie sur la Southern African Development Coordination (SADEC) où l'Afrique du Sud constitue la plaque tournante et qui est la 1ère puissance économique et financière du continent. Tous les autres pays partagent à des degrés divers les mêmes problèmes: moyens de production obsolètes, main d'oeuvre peu qualifiée, marchés trop étroits. La SADEC est par conséquent un stimulant indéniable pour le développement accéléré de ces pays. Il est à signaler que Madagascar et les autres pays africains de l'Océan Indien ne sont pas membres de la SADC bien que faisant partie de l'Afrique Australe.

Les groupes ci-dessus décrits ne sont pas limités aux activités économiques, ils ont tenté de mettre fin aux conflits inter-états par la signature de pactes de non agression dont la ratification par les états membres reste un véritable cauchemar à cause surtout des alternances politiques parfois douloureuses. La CEAC élargie à l'Angola et aux pays des grands lacs n'arrive pas à faire signer un traité arrêté depuis plus de deux ans. L'ANAD (Accord de non Agression et d'Assistance en matière de Défense) créé en 1977 pour les états francophones de l'Afrique de l'Ouest a réglé le conflit MALI BURKINA-FASO. Il a été élargi aux pays anglophones pour former l'ECOMOG (Economic Community of West African State Ceasefire Monitoring Group) qui est considéré aujourd'hui comme l'affaire du Nigéria.

## VI . EBAUCHE SUGGESTIVE

Certains observateurs pensent qu'un redécoupage des frontières du sous-continent serait la seule solution pour le sortir du sous-développement. Cette démarche, bien qu'elle paraisse théoriquement logique ne serait ni réaliste ni efficace. Elle ne peut pas faire l'unanimité compte tenu du nombre de micro-états qui naîtront de ce redécoupage. Certains pays seraient trop riches et d'autres totalement démunis.

Une des solutions possibles serait la mise en place d'une fédération des états aux contours des regroupements régionaux économiques actuels. Les états gardant leurs structures propres, le pouvoir central serait exercé par un comité composé des membres de chaque état et placé sous le contrôle tournant d'un Chef-d'Etat en exercice.

La démocratie conditionnelle à " l'occidental " imposée à l'Afrique n'est pas forcément la voie vers le bout du tunnel. Les pays du sous-continent doivent éviter des modèles importés, mais s'en inspirer et les adapter au contexte local. Une démocratie comme celle appliquée par le Président camerounais avant la chute du mur de Berlin me paraît convenable: c'était le pluralisme à l'intérieur du parti unique où on a vu l'émergence de cadres compétents; le système avait l'avantage d'associer à la gestion des affaires publiques toutes les couches sociales de ce pays qui compte près de 250 ethnies.

Les " tigres et dragons " de l'Asie du sud-est qui faisaient partie il n'y a pas longtemps des pays sous développés et qui menacent déjà les " grands " n'ont pas émergé dans une situation politique démocratique. L'Espagne de FRANCO n'était pas non plus démocratique.

La constitution d'une force interafricaine de maintien de la paix crédible et sincère est à encourager; car une Afrique stable constituerait un nouveau pôle de concurrence économique redoutable si elle s'agrémentait d'un changement de mentalité des masses non corrompues et patriotiques.

## CONCLUSION

L'émergence de la modernité s'est faite au terme de plusieurs siècles de mutations. La révolution industrielle du 19<sup>e</sup> siècle a bénéficié d'un contexte économique et social de misère et d'exploitation des démunis sans les moindres droits et dignité élémentaires.

La mondialisation fait son entrée au moment où le sous-continent africain entre en force dans la démocratie et le respect des droits de l'homme. Ce qui engendrera à terme un débat d'idées

mettant en synergie le potentiel intellectuel du continent longtemps réduit au silence et qui conduira à une édification d'une société nouvelle.

L'Afrique n'est plus un point de débat Est-Ouest ni une réserve indispensable de matières premières, ni un succès en terme de développement; elle est plutôt une mosaïque de conflits endémiques sur fond de croissance démographique emballée, de soumission à des endémies et catastrophes multiples et d'exode des populations.

Ce tableau est le reflet d'une réalité qui ne doit pas pour autant être perçu par les Africains avec un pessimisme exacerbé de leur avenir. Beaucoup de progrès ont été enregistrés certes, mais en réalité, il n'existe pas de pays fondamentalement pauvre; c'est l'incapacité à appliquer une gestion rigoureuse qui constitue le véritable problème.

Le nouvel ordre mondial est une opportunité indéniable pour les pays Africains de bâtir l'intégration à laquelle ils aspirent depuis les indépendances et qui est en voie de se concrétiser. Le grand écart commercial entre les états interpelle les pays africains à mobiliser leurs énergies pour répondre aux défis du regroupement, seul cadre viable pour valoriser leurs ressources. Les ressources naturelles telle que l'eau, principale source de vie, doivent être maîtrisées.

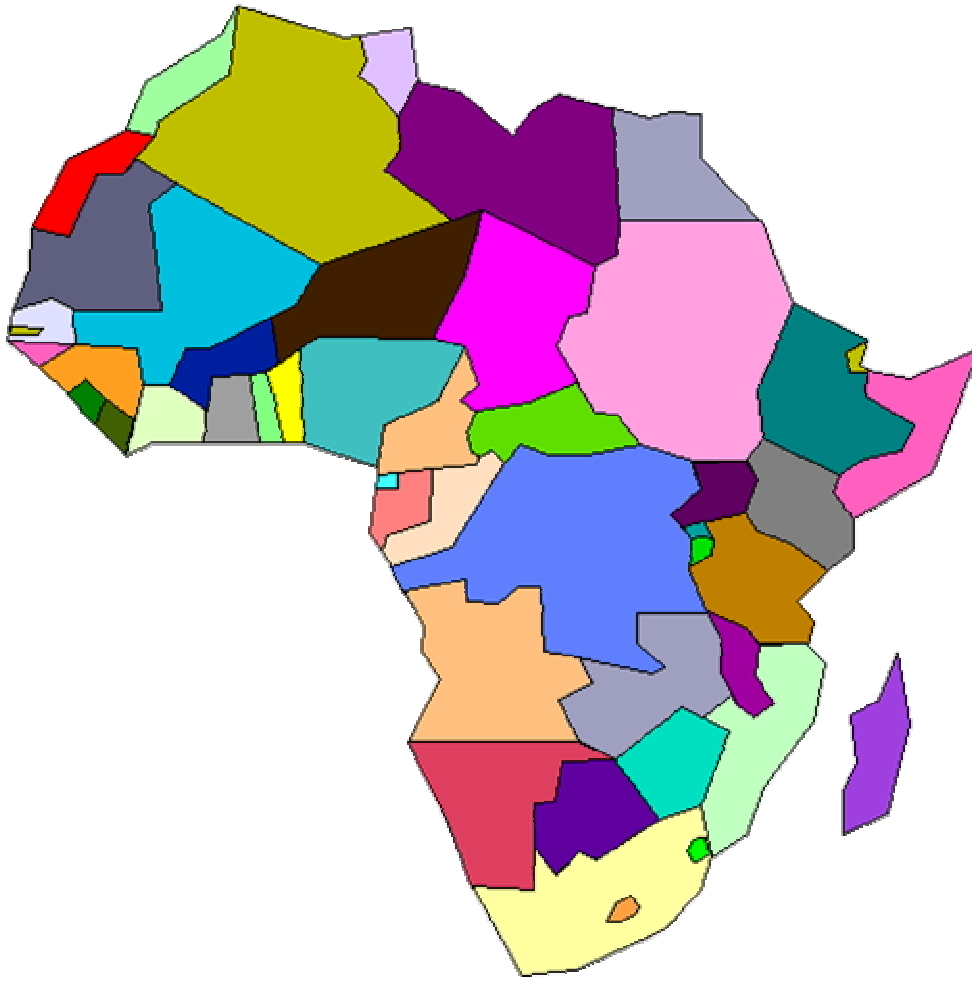
L'Afrique ne doit pas attendre que les autres décident à sa place; elle devrait copier l'exemple des pays de l'Asie du Sud-est qui, en voie de développement il y a une décennie, sont aujourd'hui appelés " pays émergents ". Il est temps de réfléchir dès maintenant sur l'avenir du Franc CFA en prévision de l'avènement de l'EURO sans attendre la solution de l'U.E.

Les difficultés économiques avec leur corollaire au plan social doivent conduire à une prise de conscience et un changement de mentalité pour les Africains en vue de se doter d'un modèle de sécurité collective déjà amorcée et encouragé par les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne. Car il n'y a pas de développement sans stabilité, ni de stabilité sans développement.

SOURCES:

- Divers numéros du magazine JEUNE AFRIQUE
- L'Afrique face aux conflits de GAUDUSSON et Michel GAUD
- L'Etat du Monde 1997 de Yves LACOSTE

OCCIDENTALE ORIENTALE



CENTRALE AUSTRALE